

LUXE, CALME ET PAUVRETÉ

LA BOURGEOISIE DANS SES QUARTIERS

Dans tous les pays du monde, les hautes classes vivent à l'écart, préservées des promiscuités indésirables. Les processus de ségrégation sociale dans l'espace urbain sont aussi, indissolublement, des processus d'agrégation des semblables. Les marchés immobiliers et les interventions publiques dans la production et la gestion du parc de logements modulent les possibilités des différents groupes sociaux. Ce sont les classes dominantes qui maîtrisent le mieux leurs conditions de résidence. Le pouvoir social est aussi un pouvoir sur l'espace et ce sont les familles disposant des ressources les plus importantes, d'abord économiques, qui peuvent le mieux « choisir » leur habitat, c'est-à-dire satisfaire au mieux aux contraintes sociologiques qui leur font « préférer » l'entre-soi à la mixité sociale. Ces contraintes, intériorisées sous la forme de dispositions, de goûts, sont vécues comme l'expression libre et spontanée de préférences personnelles. Elles n'en sont que plus efficaces.

Des contrastes extrêmes dans les pays du Sud

Au Maroc, sur la colline d'Anfa à Casablanca, dans un quartier de prestige, isolé du reste de la ville, la fortune peut se montrer sans la retenue qu'exige ailleurs l'omniprésence d'une profonde misère. Cette concentration de la bourgeoisie dans les mêmes quartiers et les mêmes clubs de loisirs favorise des mariages socialement très endogamiques (Benhaddou, 1997). À Mexico, où la pollution est très forte, les familles fortunées vivent sur les hauteurs, les Lomas de Chapultepec ou San Angel. « En 1986, «Las Lomas de Chapultepec» furent menacées d'une invasion par les bureaux, mais celles-ci étant le seul poumon d'une capitale hyper-polluée, les riches habitants se sont organisés pour défendre leur espace privilégié » (Loeza, 1988).

Pour les mêmes raisons, les beaux quartiers de Santiago du Chili escaladent les premiers contreforts de la cordillère des Andes, au nord-est de l'agglomération. Les villas les plus élevées sont aussi les plus opulentes et les « mieux » habitées, ce qui génère une hiérarchie à l'intérieur même des beaux quartiers.

Providencia, encore hétérogène avec ses immeubles de bureaux et ses hypermarchés, s'oppose à La Dehesa, où Pinochet a sa résidence, en passant par La Reina, Las Condes et Vitacura. Le Country-Club, situé à La Reina, rappelle, par ses activités et son public, le cercle du Bois de Boulogne, à Paris, piscine, golf et tennis assurant la possibilité de loisirs sportifs et distingués, partagés en bonne compagnie. Comme son homologue parisien, le Country Club est soigneusement surveillé et la vigilance des gardiens est intraitable.

Même à La Havane, où, ne serait-ce qu'en raison du blocus américain auquel la république de Cuba est soumise, les inégalités sociales ne sont guère sensibles, une relative ségrégation urbaine est perceptible. À l'ouest de la ville, les quartiers de Miramar et de Siboney hébergent tout ce que la capitale cubaine peut compter de diplomates et d'hommes d'affaires étrangers ou nationaux. Alors que les anciens immeubles coloniaux du centre, hormis ceux ayant bénéficié de la vaste opération de restauration actuellement en cours, sont délabrés et desservis par des artères à l'entretien relatif, les villas de Miramar et de Siboney, abritées derrière la végétation luxuriante des jardins tropicaux, montrent un excellent niveau d'entretien et offrent un cadre de vie beaucoup plus agréable.

Toutefois, au Brésil, comme dans d'autres pays où la misère est omniprésente, il arrive que les quartiers sélects soient au contact immédiat ou presque de bidonvilles, de zones urbaines où s'entassent les plus pauvres. À Belo Horizonte, les collines peuvent être partagées par les riches et les plus misérables. La favela échoue au pied des murailles du « condominio », le lotissement chic. Les maisons spacieuses, avec piscine et garage pour plusieurs voitures, sont doublement gardées. On ne peut emprunter les allées de ces petites villes dans la ville sans subir un interrogatoire serré du gardien à l'entrée du lotissement. Mais chaque villa a aussi son gardiennage privé : derrière le mur d'enceinte, à travers les meurtrières percées de chaque côté du portail d'entrée, on peut apercevoir un regard attentif qui épie vos allées et venues. On retrouve ces univers clos et hyper-protégés dans toutes les grandes villes du Brésil, à São Paulo ou à Rio de Janeiro. Le

souci et le goût de l'entre-soi sont redoublés dans les pays pauvres par un besoin de sécurité qui ne relève sans doute pas du fantasme. Les inégalités sont telles que les barrières symboliques ne jouent plus guère pour arrêter ceux qu'autant d'opulence peut révolter et surtout tenter.

Dans les pays les plus pauvres, les frontières sont abruptes et sans nuances. Les riches, quelle que soit l'origine de leur richesse, et surtout son ancienneté, cohabitent dans les mêmes quartiers. La forte visibilité de la ségrégation en Amérique latine et en Afrique du Nord conforte le discours sécuritaire et participe à la perception d'une altérité menaçante. Le lotissement isolé, gardé, proclame la différence et les inégalités. L'insécurité est ainsi mise en scène vers l'extérieur, mais aussi pour ceux qui espèrent ainsi s'en abriter. Le quartier sécurisé est certes voulu, organisé et payé par ceux qui pensent en bénéficier. Mais cette ségrégation spatiale risque fort d'enfermer ceux qui l'ont souhaitée dans une logique d'*apartheid*. Ce sont les moyens de transport public, les établissements scolaires ordinaires, mais aussi les plages et plus généralement tous les lieux ouverts qui risquent d'être interdits de fait aux plus fortunés. Le processus ségréatif peut ainsi déboucher sur une modalité spatiale de la dialectique du maître et de l'esclave qui exige des puissants le respect de l'espace des autres, comme condition de l'affirmation de l'inscription spatiale des différences et des inégalités. L'encanaillement du bourgeois du XIX^{ème} siècle, fréquentant les bars louches et les maisons de passe, ne peut guère être imité par le bourgeois brésilien qui serait tenté par l'exploration de la *favela*, pourtant si proche.

Dans les capitales européennes

Le quartier Léopold, à Bruxelles, a longtemps concentré les grandes richesses belges, avant que ce quartier bourgeois ne soit investi et submergé par les bureaux et les sièges sociaux d'importantes sociétés (Meuwissen, 1999). Les grandes familles sont parties vers la banlieue sud de Bruxelles. Le square du Bois est surnommé le square des Milliardaires. Situé à la fin de l'avenue Louise et à l'entrée du Bois de la Cambre, c'est en réalité une immense propriété collective, puisque tout y est privé (Vandemeulebroucke, Vanesse, 1996). À Londres, les beaux quartiers sont à l'ouest, comme à Paris. Les demeures des Rothschild présentaient une concentration remarquable à Picadilly, non loin de Buckingham Palace (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1998b). La proximité entre les domiciles des Rothschild et les résidences officielles de la monarchie anglaise n'est pas fortuite. Les beaux quartiers où habitent les privilégiés de la fortune sont aussi ceux des palais royaux. Cette proximité spatiale entre les demeures des grandes familles fortunées et les palais du pouvoir est une constante de l'urbanisme des beaux

quartiers, qui se retrouve dans les régimes républicains.

À Madrid, la ligne principale de division de l'espace urbain oppose le nord, bourgeois, au sud, populaire, en effaçant le partage ancien entre le centre résidentiel et riche et la banlieue ouvrière. De sorte qu'aujourd'hui la grande richesse tend à se concentrer encore plus au nord, en infléchissant légèrement vers l'ouest ses choix résidentiels. Les grandes fortunes se retrouvent dans des lotissements exclusifs comme ceux de la Puerta de Hierro, de Somosaguas ou de La Florida, où se succèdent les villas opulentes. Ces espaces totalement privés, y compris pour ce qui est de la voirie et du gardiennage, offrent au regard des maisons de grande taille (certaines disposent d'une dizaine de salles de bain), implantées au milieu de leurs parcs verdoyants comme sur le coussin d'un écrin (Leal, 1994).

À Paris

Dans l'agglomération de Paris, s'il y a des ouvriers ou des cadres supérieurs partout, à Passy comme à Aubervilliers, ce n'est pas le cas des élites : la grande majorité des arrondissements et des communes leur sont interdits par leur caste. Cet entre-soi géographique est à la fois un processus positif d'agrégation des semblables et, indissolublement, un processus négatif de ségrégation et d'évitement des dissemblables (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989).

Les barrières peuvent être symboliques. Aller dans les beaux quartiers suppose que l'on ait quelque chose à y faire, ce qui n'est pas si évident pour un citoyen ordinaire. Les commerces ne correspondent pas aux



Deux pièces, 114m², dans le quartier Léopold à Bruxelles
© D. R.

besoins, ni à la solvabilité : on n'entre pas chez un grand couturier, même par curiosité, bien que l'entrée de la boutique soit libre. Mais la violence symbolique suffit à dresser une frontière infranchissable : tout, dans un quartier sélect, remet l'intrus à sa place, inférieure. Les habitants, par leur allure, leur hexis corporelle, sont une humiliation pour le corps de l'étranger à ce monde, plus ou moins maître de sa démarche, et parfois suffisamment malmené par l'existence pour qu'un sentiment de honte, infondé mais violent, envahisse celui qui ne peut que prendre acte qu'il n'est pas à sa place.

Il est d'autres cas de figure où les barrières sont avant tout matérielles, comme lorsque la grande bourgeoisie choisit de se murer soit à l'intérieur des beaux quartiers, dans des villas et des hameaux totalement privés, dont l'entrée est sévèrement gardée, soit dans des lotissements chics dans la banlieue ouest, comme à Maisons-Laffitte ou au Vésinet. La villa Montmorency, dans le 16^{ème} arrondissement de Paris, est née dans le parc du château de Boufflers que les Montmorency vendirent en 1852 à Pereire et à la Compagnie du chemin de fer de l'ouest pour y établir la ligne de la petite ceinture. Un lotissement fut réalisé sur les espaces restés libres. Il est inaccessible au promeneur et gardé avec efficacité ; il est hors de question d'en franchir les grilles sans y avoir été autorisé par l'un des habitants, ce que le personnel, à l'entrée, contrôle soigneusement. C'est un espace totalement privé. Cette privatisation a un coût, puisqu'elle suppose d'assurer les salaires de trois gardiens et d'un veilleur de nuit et de prendre en charge les frais inhérents à l'entretien des rues et des jardins. Même l'enlèvement des ordures ménagères est à la charge des propriétaires qui, ne voulant pas être gênés par le bruit des bennes des éboueurs, ont acquis de petits véhicules électriques qui permettent au personnel d'entretien de regrouper silencieusement les poubelles devant les entrées de la villa. La contribution annuelle au fonctionnement de ces services collectifs est variable en fonction de la dimension des propriétés. Les résidents de la villa Montmorency sont organisés depuis 1853 en une association syndicale, structure définie par la loi pour organiser les copropriétaires d'ensembles de ce genre. Pour préserver le cadre idyllique de ces « maisons unifamiliales de campagne et d'agrément », comme disent les statuts, les règles se sont faites de plus en plus contraignantes.

Par la taille des constructions et celle des jardins, par la variété architecturale et la fantaisie du bâti, la villa Montmorency fait songer au Deauville d'autrefois, à Dinard ou à Arcachon, à ces stations balnéaires du tournant du siècle, à la fois opulentes et inattendues. Les qualités architecturales et urbaines, l'ampleur des espaces disponibles, le soin accordé aux constructions, s'accompagnent d'avantages sociologiques. La villa abrite une vie mondaine et assure un entre-soi presque



Villa Scheffer - Paris XVI^{ème}

© M. Querrien

comparable à celui que l'on peut trouver dans un cercle. Si les règles de la cooptation ne jouent pas de manière systématique, le règlement interne est suffisamment dissuasif pour éviter de réels problèmes de voisinage (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1998 a).

Il est encore une situation intermédiaire que les grands bourgeois ont créée au XIX^{ème} siècle sous le Second Empire : les vastes lotissements, non clos, du Vésinet, de Maisons-Laffitte ou du Raincy. La grande bourgeoisie s'installe alors dans des parcs de châteaux ou dans des forêts privées que leurs propriétaires ont lotis, pour des raisons financières, sur le mode de la cooptation sociale et en imposant des règlements d'urbanisme sévères (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1996).

Mais pour habiter ces espaces d'exception, il suffit d'en avoir les moyens, de telle sorte que les nobles aux origines chevaleresques se trouvent voisiner avec des nouveaux riches aux fortunes non encore consolidées. Les difficultés de la promiscuité entre des familles aux niveaux de fortune et surtout aux origines bien différentes sont sensibles dans les pays les plus anciennement développés. D'autant que l'obligation scolaire a contraint les familles fortunées à renoncer au préceptorat privé. Certes, les écoles fréquentées par les enfants sont elles-mêmes très ségréguées, soit parce qu'elle relèvent de l'enseignement privé, confessionnel, soit tout simplement en raison de leur implantation dans les beaux quartiers. La qualité des condisciples n'étant pas assurée, les familles ont recours à une technologie sociale éprouvée, celle de la cooptation qui permet de choisir son semblable. Déjà mise en œuvre à la création des grands cercles mondains, au XIX^{ème} siècle, cette technologie a été de nouveau sollicitée dans la création des rallies qui

organisent des groupes d'enfants sociologiquement homogènes et constitués sur la base de critères « d'excellence » sociale.

Il y a là une spécificité des pays développés et riches depuis longtemps. Si partout les « élites » tendent à vivre à part, les différenciations internes apparaissent surtout dans ces pays. Les processus ségrégatifs y gagnent en diversité et en intensité dans la mesure où l'un des enjeux est la construction d'une noblesse de l'argent et la sélection de ceux qui seront appelés à en être membres. En Amérique latine ou en Afrique, il suffit dans la plupart des cas d'être riche pour se coopter soi-même dans le monde des riches et prendre sa place dans les zones protégées dont la vocation est essentiellement de tenir les pauvres à distance. Dans les pays où le capitalisme est installé depuis plusieurs générations, les richesses les plus anciennes (en partie détenues par la noblesse au sens habituel du terme) sont aussi les plus légitimes et elles tendent à tenir à l'écart les nouveaux enrichis. D'où l'institution des rallyes ou des cercles qui permettent d'opérer un tri que les seules lois du marché immobilier ne peuvent garantir.

Par ailleurs les familles aisées se caractérisent par la possession de résidences multiples. Il s'agit de maisons familiales, voire de châteaux pour lesquels on ne peut parler de ségrégation. Même si cette forme d'habitat, par l'ampleur des parcs et des jardins, marque les distances avec les ruraux ordinaires, les relations avec ceux-ci sont constitutives de l'histoire de la lignée. Celle-ci y puise une partie de son identité et de sa légitimité. Il en va autrement avec les lieux de villégiature qui reproduisent les espaces à part de la grande ville.

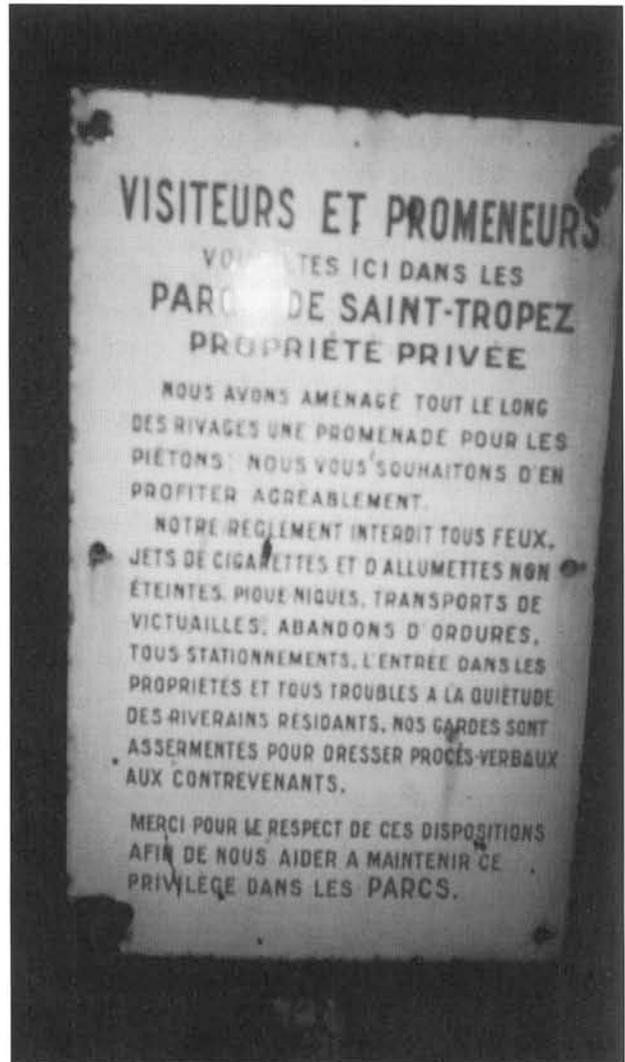
Dans les lieux de villégiature

L'invention du voyage et du séjour d'agrément revient aux hautes classes dont l'initiative en ce domaine apparaît ancienne et féconde. Mais, parce qu'elle en avait les moyens et aussi le goût, la bourgeoisie s'est constamment appliquée à reproduire sa vie sociale dans les différents espaces qu'elle a pu investir, que ce soit dans ses lieux de résidence ou dans ceux de ses villégiatures, voire dans les trains de luxe ou sur les paquebots des grandes croisières (Corbin, 1995). « Leur société est toujours la même, si le lieu de résidence change », écrivait Norbert Elias à propos des nobles de cour. « Tantôt ils vivent à Paris, tantôt ils rejoignent le Roi à Versailles, à Marly ou dans quelque autre château, tantôt ils séjournent dans un de leur manoir, ou bien ils s'installent dans la gentilhommière d'un ami. » Cet « attachement inébranlable à leur société, leur vraie patrie » s'exprime dans les manières de voyager et de séjourner, avec toujours le même souci de l'entre-soi (Elias, 1985, p. 29).

C'est selon cette logique que furent conçues, dès le XVIII^{ème} siècle, les stations thermales, puis à l'ère

victorienne, les stations balnéaires. Brighton, en Angleterre, encore aujourd'hui, avec ses jetées et son architecture opulente, permet d'imaginer la vie élégante des mondains d'alors (Cannadine, 1979). En France, sous le Second Empire, la haute société a construit pour son usage personnel et pour sacrifier à la mode naissante des bains de mer, Deauville, Le Touquet-Paris-Plage, Arcachon, Biarritz, de véritables écrans pour abriter les joies de la mer et les bienfaits de l'air iodé (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1996).

Pour leur vie quotidienne, mais aussi pour leurs loisirs à la campagne, à la montagne ou à la mer, les grandes familles préfèrent, en règle générale, urbaniser elles-mêmes une terre vierge plutôt que de reconquérir un habitat ayant déjà servi.



© M. Pinçon et M. Pinçon Charlot

Ainsi les Parcs de Saint-Tropez occupent 120 hectares au cœur même de la presqu'île éponyme. Les villas dominent le golfe, pour celles qui occupent les positions les plus élevées, ou donnent directement sur le rivage, rocheux à cet endroit. L'ensemble de cette propriété appartenait à un homme d'affaires qui a procédé au lotissement du terrain à la fin des années cinquante. Plus de 150 villas s'égrènent, derrière les frondaisons de leurs parcs, le long des allées sinueuses et

pentues. Elles sont peu visibles des petites routes et la présence de promeneurs ne gêne pas les propriétaires, à l'abri derrière une végétation abondante et d'autant plus efficace que les constructions sont en général éloignées des chemins. Cyprès, pins, tilleuls, eucalyptus, mimosas, forment un écrin de verdure qui assure calme et discrétion. Le promeneur a l'impression de se trouver dans un parc public. Même l'été, alors que les foules se pressent sur les quais de Saint-Tropez ou sur les plages, il n'y a que peu de visiteurs à se risquer dans ce havre de paix. La barrière et le gardien à l'entrée ont peut-être un effet dissuasif, la timidité sociale empêchant de venir lire le panneau qui précise bien que l'entrée est libre pour les piétons.

La majorité des maisons, vastes, dessinées par des architectes, ne sont occupées que quelques semaines par an. Le recours à une gestion collective grâce à une association syndicale des propriétaires apparaît comme le moyen le plus rationnel de faire face aux problèmes posés par l'entretien et la surveillance de propriétés délaissées durant de longs mois. On comprend que la formule du « lotissement » soit très utilisée : la taille des terrains est suffisante pour assurer à chacun son indépendance, le plus petit lot étant, aux Parcs, de 5 000 mètres carrés, ce qui est d'ailleurs la surface minimale définie par le POS (Plan d'occupation des sols) pour rendre un terrain constructible. Des salariés permanents assurent la surveillance et l'entretien des espaces communs qui isolent et protègent chaque villa en créant une zone protégée. La multiplication de ces « lotissements » chics, sur la Côte d'Azur et ailleurs, garantit cet entre-soi, et cette sécurité auxquels les familles de la grande bourgeoisie tiennent beaucoup. Cela a un prix, et la contribution annuelle au fonctionnement des services communs des Parcs est élevée. De plus chaque propriétaire doit assumer le gardiennage de sa villa et son entretien, y compris celui du jardin : pour cela nombre de propriétaires emploient un couple, logé sur place à demeure. Si l'association offre quelques autres services communs, comme des courts de tennis ou les leçons d'un maître nageur, leur accès est payant.

À partir du *Bottin Mondain*, il a été possible d'identifier quatorze propriétaires. Tous ont une résidence à Paris ou à Neuilly, à part deux exceptions, l'une en faveur de Boulogne-Billancourt, commune dont l'embourgeoisement est très marqué, l'autre en faveur de Chamalières (mais dans ce cas il y a aussi une adresse en Floride...). À Paris, les adresses se situent dans les beaux quartiers. L'avenue Foch, qui est l'une des rues les plus chères de la capitale, et le 7^{ème} arrondissement sont bien représentés. Beaucoup de ces heureux propriétaires sont donc voisins à la ville comme en vacances. D'autant que certains fréquentent les mêmes clubs, deux étant à l'Interallié et quatre au Polo. Des promeneurs tropéziens ont complété ces

informations lacunaires, révélant la présence de Bernard Arnault, président du groupe LVMH, décrivant la fabuleuse demeure d'un homme d'affaires saoudien, invisible de la route de desserte, ou insistant sur la présence dans certains jardins de pistes d'hélicoptère, moyen de transport bien utile au plus fort de la saison.

Les opérations immobilières de la grande bourgeoisie concernent aussi les stations de sports d'hiver. En Suisse Gstaad et Saint-Moritz relèvent de ce modèle. Megève fut créée en 1920 par Noémie Halphen, grand-mère de Benjamin de Rothschild. Elle y fit construire un chalet, la première remontée mécanique et l'hôtel du Mont d'Arbois. En 1923-1924 la station est honorée par la présence d'altesses royales, la reine Élisabeth d'Angleterre et le roi Albert 1^{er} de Belgique, ce qui contribuera à construire la réputation du lieu. En 1927 le golf du Mont d'Arbois est inauguré, il attire des personnalités comme la princesse de Bourbon-Parme, Louis Blériot, la famille Lacoste, des joailliers de la place Vendôme. Les boutiques de luxe accompagnèrent le mouvement et Megève entreprit de rivaliser avec ses concurrentes suisses.



Gstaad, Villégiature d'hiver
© Andanson / SIPA

Stations balnéaires, stations de sports d'hiver, et stations thermales viennent confirmer le souci de l'entre-soi des familles de la haute société. On est surpris en ces lieux de retrouver l'ambiance des beaux quartiers parisiens, l'atmosphère feutrée et détendue des cercles. Les lieux de vacances sont, pour la grande bourgeoisie, une occasion de plus de réaffirmer qu'il n'y a pas de circonstances où les bonnes manières et la classe puissent se relâcher. Ces exemples montrent aussi que le territoire des hautes classes est multiple.

Des formes collectives de gestion

Le pouvoir social est donc aussi un pouvoir sur l'espace. Cette forme particulière du pouvoir se traduit par la capacité à maîtriser l'environnement résidentiel, tant du point de vue de sa composition sociologique que de celui de l'aménagement et des paysages. Au XIX^{ème} siècle, le Second Empire fut une

période d'intense urbanisation. Que ce soit dans la région parisienne ou dans les lieux de villégiature, stations balnéaires ou stations thermales, la haute société a beaucoup fait construire. Pour sa résidence ou ses loisirs, des modalités nouvelles sont apparues qui tendaient à assurer un contrôle étroit des processus urbains. Tout s'est passé comme s'il s'agissait de ne rien laisser au hasard. Aussi, pour construire un environnement social et un environnement urbain hors du commun, ces tenants du libéralisme économique et de l'initiative individuelle ont fait appel à des formes collectives comme le lotissement et le cahier des charges, et des formes réglementaires comme la surface minimale de la parcelle constructible ou la zone *non aedificandi*.

La représentation du sens commun associe aménagement du territoire et hauts fonctionnaires, planification urbaine et XX^{ème} siècle, alors que ceux qui cumulent toutes les sortes de capitaux ont toujours su, discrètement, mais efficacement, maîtriser certains aspects du développement urbain à leur profit. Lorsque ses intérêts, à la fois familiaux et économiques sont en jeu, la grande bourgeoisie n'hésite pas à verrouiller la logique de marché par une logique d'exclusion. On voit alors se développer dans quelques espaces à part, un protectionnisme urbain tout à fait remarquable, condition de la préservation des avantages acquis et des rentes de situation.

Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot

RÉFÉRENCES

- Benhaddou A., (1997), *Maroc : les élites du royaume. Essai sur l'organisation du pouvoir au Maroc*, Paris, L'Harmattan, « Histoires et perspectives méditerranéennes ».
- Cannadine D., (1979), « L'aristocratie et les villes dans l'Angleterre du XIX^{ème} siècle : les stations balnéaires », *Urbi*, I, pp. 33-46.
- Corbin A. (sous la dir. de), (1995), *L'Avènement des loisirs. 1850-1960*, Paris, Aubier.
- Elias N., (1985), *La Société de cour*, Paris, Flammarion, « Champs » [1^{ère} édition : 1969].
- Leal J., (1994), « Cambio social y desigualdad espacial en el Area Metropolitana de Madrid », *Economía y Sociedad*, n° 10.
- Loeza G., (1988), *Las Niñas bien*, México, Ediciones Océana.
- Meuwissen É., (1999), *Richesse oblige. La Belle Époque des grandes fortunes*, Bruxelles, Racine.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., (1989), *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil, « L'épreuve des faits ».

- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., (1996), *Grandes fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France*, Paris, Payot, « Documents » [réédition : 1998, « Petite bibliothèque Payot »].
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., (1998 a), « Usages et usagers », dans *Hameaux, villas et cités de Paris*, Paris, Action artistique de la Ville de Paris, « Paris et son patrimoine ».
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., (1998 b), *Les Rothschild, une famille bien ordonnée*, Paris, La Dispute, « Instants ».
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., (2000), *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, « Repères ».
- Vandemeulebroucke M., Vanesse M., (1996), *Paroles d'argent. Les riches en Belgique, enquêtes et témoignages*, Bruxelles, Luc Pire, « Grandes enquêtes ».

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot sont directeurs de recherche au Centre national de la recherche scientifique. Ils travaillent au CSU (Cultures et sociétés urbaines) de l'IRESCO (Institut de recherche sur les sociétés contemporaines). Outre les titres mentionnés dans la bibliographie, ils ont publié *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Payot, 1992, *La Chasse à courre, ses rites et ses enjeux*, Payot, 1993, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Presses universitaires de France, 1997, *Nouveaux patrons, nouvelles dynasties*, Calmann-Lévy, 1999, *Paris mosaïque. Promenades urbaines*, Calmann-Lévy, 2001.
<mpincon@ext.jussieu.fr>